

Bulletin d'histoire politique

Fasciste de père en fils?

Fascisme, nazisme et antisémitisme au Québec et au Canada

Bernard Dansereau



Volume 5, Number 3, Summer 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063631ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063631ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Dansereau, B. (1997). Fasciste de père en fils? Fascisme, nazisme et antisémitisme au Québec et au Canada. *Bulletin d'histoire politique*, 5(3), 122–127. <https://doi.org/10.7202/1063631ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Chronique
du mouvement
ouvrier politique

Fasciste de père en fils?
Fascisme, nazisme
et antisémitisme
au Québec et au Canada

•••

Bernard Dansereau
étudiant au doctorat en histoire
Université de Montréal

En feuilletant les écrits de certains politicologues, historiens et journalistes, on constate la profusion d'interventions qui présentent la société québécoise comme réactionnaire et intolérante. Généralement, ces intellectuels tentent de lier cette «caractéristique» de la société québécoise au développement d'une pensée nationaliste, voire indépendantiste.

On a tous en mémoire les interventions politiques qui ont entouré la démission de Jean-Louis Roux à l'automne 1996. Le port de la croix gammée en 1942 par l'étudiant Roux n'était probablement que bravade de sa part, bien que ce geste n'ait rien d'anodin et manifestait, au mieux, une large part d'incompréhension de la réalité politique mondiale et canadienne.

Certains, comme le sénateur Jacques Hébert, tentent d'expliquer le geste de Roux par l'ambiance de l'époque, faisant ressortir l'existence de sympathies «fascistes» au Québec en 1942, mais laissent sans réponse la force qu'elle

pouvait représenter (1). Y avait-il du fascisme au Québec, et plus largement au Canada à cette époque?

Il faut se poser deux questions. Assistons-nous à des interventions politiques sous le couvert de recherches historiques, et comment expliquer le peu de rigueur dans le débat? Car l'absence de rigueur est flagrante. Trop portés vers l'utilisation politique des conclusions, nombreux sont ceux qui adoptent des raccourcis historiques et se permettent d'utiliser des concepts sans prendre la peine d'en ébaucher ne serait-ce qu'une définition temporaire. L'essentiel de la polémique actuelle n'est pas historique mais politique (2). L'insistance est mise sur l'existence de groupes fascistes et antisémites au Québec dans les années 1930 et durant la guerre, groupes dont l'existence semble se limiter au Québec. L'objectif n'est pas d'élucider des questions historiques mais plutôt de marquer au crayon noir certaines caractéristiques présumées du Québec: sa propension au conservatisme et son intolérance congénitale.

Dès le départ règne la confusion dans les termes. Jamais les notions de fascisme et d'antisémitisme ne sont précisées. Pour un, le vocable «fasciste» signifiait au départ l'idéologie et l'organisation politique qui a porté Mussolini au pouvoir en Italie en 1921. Il est devenu, à partir de 1928, et sous l'initiative des communistes, une expression générique identifiant toute idéologie qui se situe à droite du parti communiste. De 1928 à 1934, la lutte antifasciste se résume à une lutte contre ce qui n'est pas communiste. De nos jours, le terme «fascisme» est régulièrement spolié de son sens premier. Il est systématiquement réduit à toutes les idéologies de droite ou à n'importe laquelle d'entre elles.

Or le fascisme à la mussolinienne, le nazisme hitlérien, le franquisme espagnol se basent sur des réalités socio-politiques et un type d'organisation qui n'ont pas pris racine dans tous les pays. Le fascisme repose sur des assises populaires et ne doit pas être assimilé à toutes les idées de droite.

Il faut attendre les interventions publiques d'historiens comme Irving Abella et Jacques Rouillard (3) pour rappeler que des fascistes, il y en avait partout au Canada, comme dans le reste du monde d'ailleurs, et que le Québec n'était pas la seule région canadienne où sévissaient quelques disciples d'Hitler ou de Mussolini (4).

On retrouve des manifestations d'antisémitisme à Montréal, à l'Université McGill notamment, où il imprègne la politique d'admission des étudiants.

Des politiques semblables sont aussi appliquées à Toronto, à Vancouver, à Winnipeg, etc. L'antisémitisme fut particulièrement répandu à Toronto. La discrimination envers les Juifs y était clairement affichée. Les Juifs ne pouvaient pratiquer la médecine par exemple. Les clubs sociaux étaient fermés aux Juifs, de même que certains quartiers de la ville qui affichaient *Gentiles only* et *No Jews or Dogs Allowed*. Il s'agit souvent d'événements isolés mais qui indiquent bien que l'antisémitisme n'était pas propre au Québec francophone (5).

Le gouvernement canadien lui-même n'a pas été à l'abri de telles pratiques. La politique d'immigration envers les Juifs, notamment après le début des persécutions hitlériennes, est significative (6). Le Canada accueille moins de 5000 Juifs entre 1933 et 1945. Cette politique, défendue par Mackenzie King et Ernest Lapointe, devait protéger la population canadienne des dangers qu'entraîne la trop grande quantité de «sang étranger». On peut appliquer le même raisonnement à l'antisémitisme qui a été largement répandu dans les années vingt tant dans le monde anglophone que francophone.

En général, on tend à surévaluer les forces fascistes. Arcand aurait été à la tête d'un parti de plus de 100 000 membres au Canada dont plus de 10 000 au Québec (7). Nathalie Petrowski obtient ces données de sources attribuées à Arcand, conservées par un ancien lieutenant d'Arcand. Or, à la suite de divers travaux de recherche, il est généralement admis que les troupes d'Arcand ne dépassaient pas les 2000 adhérents (8). Même si 2000 personnes souscrivant aux valeurs du fascisme soit un nombre significatif, il reste qu'en aucun cas ces personnes ne représentaient une menace réelle pour les valeurs démocratiques canadiennes, pas plus qu'elles n'ont «représenté» la population québécoise. Gonfler ainsi la menace fasciste présente au Québec ne peut servir qu'à renforcer la vision d'un Québec intolérant.

Au surplus, dans cette «redécouverte» d'Adrien Arcand et de son mouvement, il est intéressant de constater qu'à aucun moment les propagandistes d'un Québec intolérant n'identifient Arcand à une vision fédéraliste absolument opposée à toute forme de nationalisme québécois. Toute sa vie Adrien Arcand a propagé une vision canadienne du fascisme, pas une vision québécoise. Arcand a formé une organisation au Québec mais l'a fusionnée par la suite avec d'autres organisations fascistes créées ailleurs au Canada. Les composantes majeures de la pensée d'Arcand, nous pouvons les retrouver dans ses journaux: *Le Goglu*, *Le Miroir*, *Le Chameau*, *Le fasciste canadien*. La pensée politique d'Arcand est clairement affichée et tous pouvaient l'étudier (9).

Dans la mouvance fasciste, il y avait aussi des groupes et des individus plus identifiés au mouvement nationaliste québécois ou canadien-français. La Fédération des Clubs ouvriers, certaines sections de la Société Saint-Jean-Baptiste, Les Jeune-Canada, *Le Devoir*(10), des organisations liées à l'Église Catholique, ont à un moment ou à un autre adhéré à (ou propagé) des idées de droite très conservatrices et antisémites.

Le mouvement fasciste a aussi eu des racines au Canada. Les *Swatiska Clubs* regroupent des milliers de jeunes en Ontario et se font connaître par leurs activités antisémites. Le *Canadian Nationalist Party*, au Manitoba, fasciste dans son idéologie, se réclame du nationalisme canadien.

Au Canada, les manifestations d'intolérance et de racisme sont aussi fréquentes. Tous les groupes immigrants ont eu à un moment ou à un autre à subir les foudres des groupes orangistes de Toronto ou d'ailleurs. Les Chinois, qui après avoir travaillé dans une situation proche de l'esclavage, sont renvoyés en Chine. La *Asiatic Exclusion League*, formée à Vancouver en 1907, témoigne de cette attitude. De nombreux Japonais furent internés durant le second conflit mondial. D'autres ont été déportés, malgré leur nationalité canadienne. Dans les années 1920, le gouvernement refusa à de nombreux Noirs la distinction d'être des sujets britanniques.

Ce qu'il y a à retenir c'est qu'il y avait des fascistes francophones et anglophones. Il y avait des intolérants québécois et des intolérants canadiens. Cette présence du fascisme disséminé à travers le pays et présent dans toutes les régions n'autorise pas certains raccourcis historiques comme le font de nombreux intellectuels. Si majoritairement ces intellectuels tentent d'expliquer l'intolérance des francophones québécois par ses rapports avec la communauté juive, d'autres tentent de propager la même vision en partant de points de vue différents.

Les exemples ne manquent pas. Filippo Salvatore, professeur à l'Université Concordia, consacre un ouvrage au fascisme dans la communauté italienne de Montréal (11). Filippo Salvatore affirme que le fascisme italien au Canada n'avait donc rien à voir avec celui de l'Italie mussolinienne. L'idéologie fasciste présente dans la communauté italienne de Montréal n'était qu'un reflet de la valorisation de l'Italie comme pays ayant obtenu sa place sur l'échiquier mondial et de la fierté d'appartenir à un peuple important. Les idéaux proprement fascistes n'auraient pris racine que chez un petit groupe d'adhérents relativement restreint bien qu'important dans les milieux

d'affaires (12). Par contre ce petit groupe de fascistes auraient œuvré dans le Québec de l'entre-deux-guerres qui, lui, était fasciste (13). Donc, les fascistes italiens à Montréal n'étaient pas fascistes mais les nationalistes et les Québécois eux l'étaient (14). Ici aussi on prétend que l'intolérance est une des caractéristiques intrinsèques du Québec et de sa population francophone.

Il faudrait regarder les questions du fascisme, de l'intolérance, de l'antisémitisme, et toutes les autres questions de cet ordre, de façon historique. Jamais, lorsque des collaborateurs nazis sont retrouvés en France, n'est-on porté à identifier l'ensemble de la population française avec l'idéologie fasciste. On reconnaît l'existence d'un important courant de sympathie envers les idées de l'Allemagne hitlérienne et la formation en France de groupes défendant ces idées. Mais il y a aussi la reconnaissance qu'une autre France s'est opposée à ces idées et les a combattues, les armes à la main. Peut-être pourrions-nous adopter la même attitude envers la population canadienne et québécoise. Présence d'éléments fascistes certes, mais aussi existence d'un fort courant lui étant opposé. La participation à la guerre ne souleva pas de difficultés dans la population canadienne. C'est la conscription, c'est-à-dire l'enrôlement forcé des hommes qui, comme en 1917, divisa le pays. Au Québec, la population est favorable à la participation à la lutte, mais opposée à toute forme d'engagement forcé. Il y a lieu de distinguer entre les deux questions. La lutte contre le fascisme a reçu au Québec un appui indiscutable. Il y a lieu de s'en souvenir.

Finalement, ce qui se déroule actuellement n'est pas vraiment nouveau. Le Québec, bastion du conservatisme, est une vieille thèse. De nombreux historiens, anglo-saxons pour la plupart, ont défendu dans leurs travaux d'histoire l'idée que le retard du Québec était dû à la dominance d'idées conservatrices. Donald Creighton est un des plus illustres représentants de cette école.

D'autres, à la suite de Pierre Elliot Trudeau, se sont lancés à la chasse aux nationalistes, parce qu'ils croyaient que le nationalisme traditionnel n'était qu'un phénomène rétrograde et réactionnaire et que sa présence au Québec constituait un obstacle à son développement démocratique. Dans les deux cas, les adeptes de ces positions opposent au Québec retardataire, un Canada libéral, ouvert, tolérant. Après l'identification de l'intolérance à la société québécoise, on en arrive à présenter l'envers de la médaille qui consiste à décrire le Canada comme le pays du libéralisme.

La remise à l'ordre du jour de ces thèses, contestées par toute une génération d'historiens et d'historiennes francophones mais aussi anglophones, n'est à nos yeux qu'une manœuvre politique. Le référendum de 1995 a suscité des craintes chez les fédéralistes. Il semble qu'une des tactiques utilisées pour contrer un éventuel vote favorable à l'indépendance du Québec soit de tenter de discréditer la population québécoise en présentant de supposées valeurs d'intolérance véhiculées de père en fils.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Jacques Hébert, *La Presse*, 6 novembre 1996.
2. Les abonnés de H-Canada sur Internet, par exemple, ont reçu de nombreux textes abordant cette question à la suite de l'affaire Jean-Louis Roux.
3. Jacques Rouillard, «Le Québec était-il fasciste en 1942?», article paru à la fois dans *La Presse* et dans *Le Devoir* du 13 novembre 1996.
4. Bernard Dionne avait présenté, dans *Le Devoir* du 19 octobre 1991, un survol de l'antisémitisme *canadian*. On doit noter que tous n'ont pas retenu l'analyse.
5. Irving Abella, *La tunique aux couleurs multiples. Deux siècles de présence juive au Canada*, Hull, Musée canadien des civilisations, 1990, p. 127-128.
6. Irving Abella et Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe 1933-1948*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1982.
7. Nathalie Petrowski, «L'ogre de Lanoraie», *La Presse*, 8 novembre 1996, p. A5.
8. Lita-Rose Betcherman, *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in Canada in the Thirties*, Montreal, Fitzhenry & Whiteside, 1975 avance le chiffre de . Richard Jones ramène les données véhiculées par Arcand de 80 000 à 1800 membres en 1938. «Le Führer Canadien», *Horizon-Canada*, p. 1434.
9. Point n'est besoin de pratiquer l'écrémage et les collages de lettres, méthodes dont se sert abondamment Esther Delisle pour démontrer l'antisémitisme de Lionel Groulx et d'André Laurendeau. Sur la méthode d'Esther Delisle voir le dossier «Le discours sur l'antisémitisme au Québec et l'orthodoxie néo-libérale au Canada. La controverse Delisle-Richler», paru dans *L'Agora* de juin 1994.
10. Jack Jedwab, «Notre maître: le passé? Nationalisme et antisémitisme au *Devoir* 1932-1947», dans Robert Comeau et Luc Desrochers (dir.), *Le Devoir. Un journal indépendant (1910-1995)*, Montréal, Les presses de l'Université du Québec, 1996, p. 199-210.
11. Filippo Salvatore, *Le Fascisme et les Italiens à Montréal*, Montréal, Guernica, Collection Voix No 19, 1995, 303 p.
12. Salvatore, *op. cit.*, p. 123.
13. Salvatore, *op. cit.*, p. 7.
14. Charles Bayley dans *The Social Structure of the Italian and Ukrainian Immigrant Communities, Montreal, 1935-37*, (Mémoire de M.A. à l'Université McGill en 1939), soutenait que 90 pour cent de la communauté italienne supportait le mouvement fasciste.